



HAL
open science

Approches des perceptions et réalités du phénomène de colonisation dans les nouveaux Länder (ex-RDA) de la République fédérale d'Allemagne

Roger Delbarre

► **To cite this version:**

Roger Delbarre. Approches des perceptions et réalités du phénomène de colonisation dans les nouveaux Länder (ex-RDA) de la République fédérale d'Allemagne. X° Colloque bilatéral franco-roumain, CIFSIC Université de Bucarest, 28 juin – 3 juillet 2003, Oct 2003. sic_00000687

HAL Id: sic_00000687

https://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_00000687

Submitted on 16 Oct 2003

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Roger DELBARRE
maître de conférences
Université Paris 13
Laboratoire des Sciences
de l'information et
de la communication
Maison des Sciences
de l'Homme Paris Nord

Adresse personnelle :
3 rue du Pont Godet (Appart 177)
93200 Saint-Denis
France
Tél 0033 (0)148204033
e-mail : delbarre@sic.univ-paris13.fr
e-mail : rdelbarre@mshparisnord.org

Bucarest, 28 juin – 2 juillet 2003

Première conférence internationale francophone
en sciences de l'information et de la communication (CIFSIC)

Dixième colloque bilatéral franco-roumain

SUPPORTS, DISPOSITIFS ET DISCOURS MÉDIATIQUES
A L'HEURE DE L'INTERNATIONALISATION

Domaines d'analyse, modes d'approches et enjeux socio-culturels

**Texte de la communication pour la 3^e série d'ateliers :
enjeux socio-culturels**

«Mémoire, identité et communication» (J. Walter / B. Fleury-Vilatte)

Approches des perceptions et réalités du phénomène de colonisation dans les nouveaux Länder (ex-RDA) de la République fédérale d'Allemagne

Une chose ne cesse pas d'être vraie parce qu'elle n'est pas acceptée par beaucoup d'hommes
Baruch Spinoza

Le Mur de Berlin est tombé depuis 14 années. Dès la disparition ou presque de la RDA, un sentiment d'abord confus puis de plus en plus clairement exprimé par la population de ces « nouveaux Länder » s'est fait jour : celui de subir une « colonisation » à travers la forte imposition du système idéologique, politique, économique, social et culturel exporté et mis en place par les responsables politiques et économiques des anciens Länder de la République fédérale d'Allemagne.

L'objet de cette recherche est de s'interroger sur les réalités de la perception de cette domination voulue et organisée. Le rappel de déclarations, de recherches, de sondages d'opinion sur « le sentiment de se sentir des « citoyens de seconde classe » réalisés dès 1990-1991 par des journaux ouest-allemands, et soigneusement occultés par les médias français, sera notre point de départ. La discussion de six éléments afin de tenter de définir l'imposition colonialiste permettra de construire le cadre de la démarche. Il nous faudra alors étudier les outils économiques et politiques mis en place, en particulier la *Treuhandanstalt*, les moyens idéologiques créés par l'accaparement de tous les médias de l'Est par les puissants groupes de l'Ouest, notamment l'ensemble de la presse écrite quotidienne. Un dessein commencera alors à se dessiner : par tous les moyens faire table rase des valeurs d'une société à jamais disparue, éradiquer le passé et l'identité de 15 millions de personnes. En conclusion nous essayerons de montrer, à travers divers travaux universitaires réalisés par des universitaires de l'Ouest et de l'Est, que cet état de fait et les représentations qu'il nourrit sont lourds de conséquences : défiance affirmée dans le système de la représentation politique installé, étiolement de la confiance dans le modèle économique imposé, distanciation de plus en plus marquée avec une démocratie en perte de citoyenneté.

La prophétie de Heiner Müller

Dès le 11 octobre 1990, soit huit jours à peine après la réunification de l'Allemagne, dans une interview au Figaro, le dramaturge et célèbre dissident est-allemand Heiner Müller déclara : *"L'unité allemande est en train de prendre sous nos yeux la forme d'une conquête et d'une humiliation d'un pays sur l'autre. (...) Au Mexique, sous chaque église catholique, on trouve les ruines d'un culte antérieur. Toute civilisation cherche à exterminer la précédente. C'est actuellement ce qui se passe en RDA. On dirait qu'il s'agit d'éliminer tout ce qui a été créé, de tout briser, de tout discréditer."*¹

Dans un tout autre approche, le chercheur François Bafoil, directeur de l'Observatoire de Berlin (ROSES-CNRS)², note dès janvier 1991 : « Cette adhésion (aux lois de la République fédérale (...)) et la perte de souveraineté ne s'est guère faite sous le signe du partage commun de deux sociétés différentes mais sous le mode de l'aliénation complète de l'une à l'autre, la RFA. »³ Dix-huit mois plus tard, dans un numéro spécial de la revue « Allemagne d'aujourd'hui », il persiste et signe : « (...) s'il y a beaucoup de perdants, on compte peu de gagnants du changement. De là, ce sentiment largement partagé par les Allemands de l'Est d'être traités comme des « citoyens de seconde zone », ne disposant pas des mêmes chances d'accès ni au monde du travail ni aux circuits d'acquisition d'un statut. Dans bien des cas, ils se sentent incompris (tant en ce qui concerne la Stasi ou la culture d'entreprise que pour ce qui a trait au rôle des femmes ou encore à l'éducation). Pis, ils se sentent souvent méprisés par leurs concitoyens de l'Ouest souvent trop pressés et qui ne cherchent pas à voir ce qui est à conserver dans l'héritage est-allemand. »⁴

Depuis quelques années, des chercheurs allemands, prenant avec courage le contre-pied d'une doxa omnipotente dans le champ, ont établi grâce à des sondages d'opinion la persistance de ce phénomène. Ainsi Dieter Walz et Wolfram Brunner ont-ils pu mesurer la réalité du sentiment des populations de l'Est d'être considérées comme des « citoyens de seconde classe »

Personnes ayant le sentiment d'être des « citoyens de seconde classe »

Années	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
En %	87%	84%	81%	78%	74%	69%	74%	80%

¹ DELBARRE Roger, « Mutations des médiations, médiatisations et gestion des opinions en RDA. Le cas de la jeunesse (1965-1989) » Presses Universitaires du Septentrion, Lille 2002.

² ROSES-CNRS : Réforme et Ouverture des Systèmes Economiques (post) Socialistes, URA CNRS D1417, Espace Europe, Université Pierre Mendès France Grenoble 2, Université Panthéon Sorbonne Paris 1, en partenariat avec le Wissenschaftszentrum Berlin für Sozialforschung (WZB).

³ BAFOIL François, « L'Allemagne de l'Est : la crise polymorphe », *Les cahiers de l'Observatoire de Berlin*, n°1, janvier 1991 ; article repris et développé sous le même titre in *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 115, janvier-mars 1991, pp. 6-27, ici p. 6.

⁴ BAFOIL François, « Crise et développement inégal en Allemagne de l'Est », in *Allemagne d'aujourd'hui*, n°121, juillet-septembre 1992, pp.31-53, ici p. 36-37. Il existe une version beaucoup plus détaillée de ce texte in BAFOIL François (sous la direction de), A. Gastou, O. Giraud, F. Gerbaud, P. Laborier, G. Le pesant, A. Rouyer « Aménagement et développement du territoire est-allemand », rapport pour la DATAR, juin 1992, 315 pages, Observatoire de Berlin-CNRS.

Source :Das Parlament, B 51/97, 12/12/1997, cité par VILMAR Fritz/ GUITTARD Gislaïne in « *La face cachée de l'unification allemande* », éditions de l'Atelier, Paris 1999, p. 175.

En 1748, Montesquieu constate déjà : « *L'objet de la colonisation est de faire du commerce dans de meilleures conditions qu'on ne le fait avec les peuples voisins avec lesquels les avantages sont réciproques* »⁵ Plus d'un siècle plus tard, alors que l'expansion coloniale française marque le pas après la défaite de 1870, Paul Leroy-Beaulieu précise la conception de cette conquête sanglante et aliénante qui deviendra celle de la III^{ème} République : « *La colonisation est la force expansive d'un peuple, c'est sa puissance de reproduction et sa dilatation et sa multiplication à travers les espaces ; c'est la soumission de l'univers ou d'une partie à sa langue, à ses mœurs, à ses idées et à ses lois.* »⁶

Quels sont les éléments qui peuvent permettre de mettre en exergue l'imposition de ce phénomène de « colonisation » ? Nous en avons choisi cinq :

- 1- une domination et une dépendance socio-économiques,
- 2- une violence structurelle exercée par les colonisateurs,
- 3- une perte et/ou une rupture d'identité des dominés,
- 4- une liquidation sociale des élites,
- 5- une inégalité des droits entre dominants et dominés.

Un outil pour casser l'économie : la Treuhandanstalt

Mise en place par une décision prise par le gouvernement de Hans Modrow le 1^{er} mars 1990, sur une idée des mouvements des citoyens-Bürgerbewegungen- réunis au sein de la Table ronde, la Treuhandanstalt a pour première mission de protéger les "*biens du peuple dans l'intérêt de la communauté tout entière*", et de réaliser son passage graduel vers une économie sociale de marché compatible avec celle de l'Ouest. Avant même la désastreuse unité monétaire et économique du 1^{er} juillet, réalisée à marche forcée par le gouvernement du chancelier Helmut Kohl contre les avis convergents des principaux dirigeants et experts économiques de la RFA (Bundesbank, Fédération des Chambres de Commerce et d'Industrie-DIHT, Fédération de l'industrie allemande-BDI, et même les responsables de l'Institut de recherches économiques de Berlin-Ouest- DIW) elle modifie ses objectifs, le 17 juin. Rapidement placée sous l'autorité du ministère des Finances de Bonn, la Treuhand se transforme en une gigantesque entreprise, opérant sur le mode colonial, de destruction et de braderie du potentiel industriel de la RDA au profil quasi exclusif de la RFA, échappant à tout contrôle démocratique, mais jouant avec habileté le rôle d'écran et de bouc émissaire du gouvernement et de la politique de Helmut Kohl.

François Bafoil évoque « *les conséquences du processus de transfert des règles ouest-allemandes à l'ancienne RDA (qui) ont toutes présupposé que le passé est-allemand ne valait rien, que table rase pouvait être faite de 40 ans d'histoire.* » Il précise l'ampleur des phénomènes : « *Ce qui s'est trouvé nié, c'est notamment un ensemble de relations à la fois économiques et sociales dont les liens tissés durant plusieurs décennies assuraient la cohérence et l'équilibre à la société est-allemande. Pour autant que la concentration des moyens au sein de combinats toujours plus intégrés verticalement ne répondait guère à la rationalité économique, elle se trouvait néanmoins partiellement compensée par des ajustements locaux qui garantissaient l'échange. A cela venaient s'ajouter des fonctions de sociabilité très importantes. Nier d'un seul mouvement ce qui avait représenté durant plusieurs décennies les environnements sociétaux c'était prétendre substituer un fonctionnement simple à une complexité défectueuse. (...) C'était supposer non seulement que les individus peuvent se mouler passivement dans les environnements étrangers mais c'était présupposer que l'expérience antérieure est-allemande ne valait rien, seuls les savoir-faire ouest-allemands faisant référence. C'était affirmer de façon centralisée que le changement se décrète de manière autoritaire sans la prise en compte des expériences antérieures.* »⁷

« *Au total, note Serge L. Gouazé, sur les 4,1 millions d'emplois existant en 1990 dans les 8.500 entreprises et les 45.000 établissements constituant l'empire de la Treuhand et représentant 45% de la population active employée alors, seul 1,1 million aura en définitive été sauvé. C'est dans l'industrie que les disparitions sont les plus inquiétantes : elle employait 3,2 millions de salariés, fin 1994 (date à laquelle elle a achevé officiellement la mission de la Treuhand), on n'en dénombre plus que 620.000 dans les entreprises de plus de 20 salariés. (...) Le bilan des privatisations, en termes d'emplois reste catastrophique : plus de 70% des emplois dans l'industrie de l'ex-RDA ont disparu. La densité industrielle (...) de 277 en 1989 est tombée à 56 en 1994, soit moitié moins que dans l'ancienne RFA, à un niveau inférieur à l'Irlande* ».⁸

De 1989 à 1991, le PIB de la « zone RDA » s'effondre de 40%. Les exportations de l'Ouest vers la partie orientale de l'Allemagne ont dopé l'économie de Bonn et permis d'atteindre des taux de croissance inégalés depuis 1975 de 5,7% en 1990 et de 5,1% en 1991, alors que les autres grands pays européens commençaient déjà à glisser vers la baisse du taux de croissance.⁹ L'autre partie de cette envolée peut, en grande partie, s'expliquer par l'effondrement des exportations de la « zone RDA » vers les pays du CAEM (Conseil d'entraide économique mutuelle) regroupant les pays du bloc soviétique).

⁵ MONTESQUIEU Charles (de SECONDAT), « *L'esprit des lois* ».

⁶ LEROY-BEAULIEU Paul, « *De la colonisation chez les peuples modernes* », Guillaumin, Paris, 1874, p. 605, cité par GIRARDET Raoul in « *L'idée coloniale en France de 1871 à 1962* », La Table ronde, Paris 1972, p. 27.

⁷ BAFOIL François, « *L'Allemagne de l'Est 1990-1993. Destruction, crise et adaptation* », thèse d'habilitation à diriger des recherches en sociologie, Université Pierre Mendès-France Grenoble II, mai 1994, p. 12.

⁸ GOUAZE Serge L. « Bilan de la Treuhandanstalt », in « *L'Allemagne unifiée cinq ans après. Actes du 28^{ème} Congrès des Germanistes de l'Enseignement Supérieur* », Presses Universitaires de Valenciennes 1995 , pp.19-49-162, p.156

⁹ Institut de recherche économique de Berlin-DIW, « *La situation de l'économie mondiale et de l'économie allemande en automne 1997. La situation économique en Allemagne.* »

Echanges commerciaux avec les pays du CAEM

Années	1989	1990	1991	1992	1993
Allemagne de l'Ouest	29,3%	27,4%	30,1%	35,9%	46,3%
Allemagne de l'Est	29,8%	30,4%	11,6%	7,3%	3,9%

Source : Bundesministerium für Wirtschaft-BMWI, *Wirtschaft in Zahlen 1994*.

On ajoutera que la quasi-totalité des grandes et moyennes entreprises privatisées sont devenues des filiales de groupes ou de sociétés ouest-allemandes, dépeçées de toutes leurs parties non directement rentables, dégraissées de leur personnel.

Enjeu stratégique, la presse écrite quotidienne, toutes les chaînes de télévision et de radio seront les premières victimes de cet accaparement.

La mainmise sur la presse...

Une des conditions *sine qua non* pour réussir le dépeçage de l'appareil économique, le bris de l'ensemble des lois sociales est de contrôler des esprits, donc de réaliser la mainmise sur l'ensemble du système informationnel et communicationnel.

Aussitôt les frontières ouvertes, les 10 millions de quotidiens diffusés en République Démocratique Allemande aiguisent les appétits des groupes de presse de RFA. Bauer, dominant le marché européen des périodiques, se lance le premier dans la bataille de requins. L'éditeur hambourgeois conclut des coopérations avec les "petits journaux" du SED (la Volksstimme de Magdeburg, la Märkische Oderzeitung (ex Neuer Tag) de Frankfurt/Oder, le Nordkurier (ex Freie Erde) de Neubrandenburg et la Schweriner Volkszeitung de Schwerin) et 2 quotidiens du NDPD (parti national-démocrate) satellite du SED : les Norddeutsche Neueste Nachrichten de Rostock et les Brandenburgische Neueste Nachrichten de Postdam. Soit un total de 1 million d'exemplaires par jour.

Fin 1990 la Treuhand remet en cause toutes les coopérations, structurelles ou non. L'argument avancé par le gouvernement du chancelier Helmut Kohl est la « *nécessité de la transparence* » dans ce secteur, considéré comme stratégique. En fait il s'agit de détourner l'attention du public après que le Spiegel a révélé les pratiques douteuses de « *copinage politique* » auxquelles a cédé la Treuhand pour accorder le contrôle de journaux de l'Est à des maisons d'édition fort proches du pouvoir. Sans le moindre appel d'offre, la Freie Presse de Chemnitz tombe dans l'escarcelle de la maison d'édition Die Rheinpfalz de Ludwigshafen, la ville natale d'Helmut Kohl, et proche de la CDU. Le groupe DuMont-Schauberg de Cologne, proche du FDP (parti libéral) récupère Freiheit, rebaptisée Mitteldeutsche Zeitung la veille des premières élections libres, celles du 18 mars 1990. Que l'affaire se réalise à Halle/Saale, ville natale, et chasse gardée de Hans Dietrich Genscher, ministre des Affaires étrangères à l'époque ... et leader du parti libéral, ne constitue évidemment que le fait du hasard. Contacté pour qu'il m'informe sur cet « étrange » tour de passe-passe, Stefan Lehnebach, « un ami de vingt ans », ancien premier rédacteur en chef adjoint de Freiheit, et rédacteur en chef de Mitteldeutsche Zeitung, refusera de me rencontrer en 1994 et 1995 malgré de nombreuses « relances » épistolaires et téléphoniques.

L'affaire de Thuringe éclabousse un peu plus la Treuhand et le gouvernement. Le groupe WAZ (Westdeutsche Allgemeine Zeitung) de Essen acquiert la Thüringer Allgemeine (ex Das Volk) d'Erfurt au prix de misère de 1,5 million de DM alors qu'elle est estimée par la Treuhand à 90 millions. Dans le même temps, il prend le contrôle du Volkswacht de Gera toujours en Thuringe et rebaptisée Ostthüringer Nachrichten. La Treuhand, dont la mission officielle est aussi d'empêcher la formation de situation monopolistique dans les Länder, met l'affaire dans les mains de l'Office des Cartels qui dénonce cette acquisition. WAZ change les Ostthüringer Nachrichten en Ostthüringer Zeitung et accepte une limitation de sa participation au capital à 40%, demeurant le premier actionnaire. Si l'on ajoute à ces deux quotidiens, le rachat au parti libéral de la Thüringische Landeszeitung de Weimar (qui a conservé le même nom), le groupe WAZ occupe en Thuringe, avec la diffusion de plus de 600.000 exemplaires vendus par jour, une position quasi-hégémonique.

La Treuhand revoit ses pratiques, sans toucher aux situations acquises évoquées ci-dessus à la mi-avril 1991. La date est assez symbolique puisqu'il correspond au mystérieux assassinat de Detlev Rohwedder. Le président de la Treuhandanstalt, ancien secrétaire d'Etat à l'économie dans le gouvernement de Helmut Schmidt, puis patron de l'énorme Konzern de la chimie Hoechst est en effet abattu le jour de Pâques 1991. Si l'acte fait l'objet d'une prétendue revendication de la Rote Armee Fraktion (RAF), étrangement l'enquête policière est très vite enterrée. Dix quotidiens sont donc "mis aux enchères". Le groupe Bauer qui a déjà dépensé 80 millions de Mark en 1990 pour la modernisation de quatre quotidiens avec lesquels il s'est associé, ne se voit adjugé que la Volksstimme de Magdeburg. Le groupe Burda, absent jusqu'alors du marché de la presse quotidienne, y prend pied grâce à la reprise de la Schweriner Volkszeitung. Grüner + Jahr, la filiale presse de Bertelsmann qui contrôle le Hamburger Morgenpost, prend une participation (60%) dans la Sächsische Zeitung de Dresden. Springer rachète la Sächsische Tageblatt de Leipzig et Karl-Marx-Stadt, obtient 50% de la Leipziger Volkszeitung, l'autre partie du capital allant au groupe familial de Hanovre Madsack, et une autre participation équivalente dans la Ostsee-Zeitung de Rostock grâce au Lübecker Nachrichten dont il détient 49 % du capital.

Les deux quotidiens berlinois du SED vont connaître un sort original. La Berliner Zeitung est cédée dès septembre 1990 par le PDS, dans le cadre de la braderie du Berliner Verlag (la maison d'édition berlinoise du SED) à deux repreneurs : Grüner + Jahr et Maxwell Communications. Ils trouvent aussi dans la corbeille, l'édition du soir du quotidien Berliner Kurier am Abend (ex BZ am Abend) et quelques périodiques. Après la mort du magnat britannique et la dislocation de son empire, son partenaire rachètera les parts pour devenir seul actionnaire. Quant à Neues Deutschland, l'ancien organe central du SED paraît un jour, avec en sur-titre, un bandeau noir : « *seul quotidien allemand sous le contrôle direct du gouvernement.* » Le quotidien, devenu le porte-parole du PDS, a vu son tirage divisé par 10 pour atteindre avec difficulté les 100.000 exemplaires. Menacé de disparaître pour des raisons économiques (tirage en baisse et absence de publicité) il est ainsi placé sous la tutelle de la Treuhandanstalt (jusqu'au 1er janvier 1994) après la décision de « la commission chargée du contrôle des biens des partis et organisations de masse de la RDA ». La

Treuhand étant soumise à la tutelle du ministre des Finances de Bonn, Neues Deutschland fut donc, un moment et contre sa volonté, un journal du gouvernement Kohl ! Enfin signalons que les partis du Bloc ont vendu eux-mêmes leurs 18 quotidiens. Plus exactement ce sont leurs homologues de l'Ouest, ayant hérité de leur patrimoine, qui s'en sont chargés : le FDP pour les quotidiens des partis libéral LDPD (5), paysan DBD (1), la CDU pour ceux de son homologue de l'Est (6) et du parti national NDPD (4). La Frankfurter Allgemeine Zeitung a repris 4 des 6 quotidiens de la CDU est-allemande et celui du parti paysan, Springer, 4 des 5 quotidiens du parti libéral. Les journaux régionaux de la CDU ont été fusionnés avec Neue Zeit.

Tel a été, très sommairement évoqué, l'accaparement de la presse écrite de la RDA.¹⁰ Aucun titre n'a pu être repris par sa rédaction. Les équipes élues fin 1989 et 1990 ont presque toutes été licenciées. Wolfgang Tiedke dirigeant la Leipziger Volkszeitung nous a raconté, la rage au cœur, comment par un matin d'octobre 1991, un envoyé de Axel Springer posa un chèque sur son bureau de rédacteur en chef, lui donnant une heure pour quitter la LVZ.¹¹ Contrairement à tous les engagements de la Treuhand et du gouvernement Kohl, ouvrant « *le marché des entreprises de l'Est aux capitaux de tous les pays* », le partage de la presse s'est réalisé uniquement, si l'on excepte la Berliner Zeitung, entièrement entre les groupes ouest-allemands. Repreneurs suisses ou autrichiens, germanophones, sont systématiquement écartés. Tout comme Hachette qui postule un court instant à la reprise du Märkische Allgemeine (ex Markische Volksstimme) de Postdam.

...et l'audiovisuel

La mainmise sur l'audiovisuel passe par un autre canal, mais la philosophie d'annexion demeure. « *La réunification allemande dans le domaine de l'audio-visuel dans les nouveaux Länder, a été moins l'occasion d'une réforme régionale que l'imposition du cadre juridique ouest-allemand (...). Ainsi à l'Est le paysage médiatique a été marqué par la suprématie du modèle occidental (...). Ces renversements ont entraîné une colonisation par l'Ouest des médias de l'Est, plus qu'une remise en cause générale du paysage audiovisuel allemand.* »¹² Succinctement il est possible de dégager deux étapes successives dans cette réforme de l'audio-visuel. En février 1990, la Volkskammer dissout le lien organique des médias avec l'Etat. Provisoirement, ils sont transformés en établissements publics indépendants (Landesrundfunkanstalten) dont la direction est confiée, selon le modèle en vigueur à l'Ouest, au Ministre-président de chaque Land.

Cette première transformation provisoire est remplacée à partir du 6 septembre 1990, par une autre, tout aussi provisoire, jusqu'au 31 décembre 1991, date à laquelle le système ouest-allemand est définitivement imposé. Ces quinze mois sont décisifs pour la mainmise politique de la CDU sur l'audiovisuel de l'Est de l'Allemagne. Le Traité d' « union étatique » (Einigungsvertrag) entré en vigueur le 3 octobre 1990, qui transforme la RDA en « Länder », contient un article concernant l'audiovisuel. Il y est indiqué que les médias et les télévisions sont regroupés au sein d'un établissement de droit public indépendant (Einrichtung) qui reçoit, provisoirement, ses compétences des Länder. Il est dirigé par un chargé de mission assisté d'un comité consultatif. Tout a été mis en œuvre pour qu'il en soit ainsi, la Chambre du peuple « *n'a pas le temps* » de procéder à telles nominations avant sa dissolution. Ce sont donc aux porte-parole des cinq *Neue Länder*, -évidemment tous des Allemands de l'Ouest- qu'a été confiée cette désignation. Les parlements des nouveaux Länder, ayant cette prérogative dans leurs habituelles attributions, ne seront élus qu'aux élections régionales du 14 octobre 1990 au cours desquelles la CDU et son allié le FDP remporteront les élections dans quatre Länder, le SPD réussissant à s'imposer dans le Brandebourg. Le pasteur Manfred Stolpe devient ainsi le seul Ministre-président originaire de l'Est.

Avec ce tour de passe-passe à travers le calendrier, H. Kohl peut nommer pour restructurer l'audiovisuel de l'Est un de ses fidèles : Rudolf Mühlfnzl, ancien rédacteur en chef de la télévision bavaroise et membre de la CSU, aile conservatrice des Chrétiens-Démocrates. Pendant ces quinze mois consécutifs au succès de la CDU aux élections régionales, un quadrillage politique serré se met en place dans les rédactions. Sur les 14.000 employés de la radiotélévision de la RDA, il n'en reste plus que 5.000 à la fin de 1991.¹³ En janvier 1992 les nouveaux établissements voient le jour, une réglementation pour les stations privées y est associée, le tout est placé sous la responsabilité des Länder. MDR (Mitteldeutscher Rundfunk), après de laborieuses négociations des trois parlements de Saxe, Saxe-Anhalt et Thuringe, entre en fonction dans ces trois Länder, alors que ORB (Ostdeutscher Rundfunk Brandenburg) couvre le Brandebourg et Berlin, NDR (Norddeutscher Rundfunk) qui diffusait déjà dans les quatre Länder du Nord de la RFA, intègre dans son giron le Land de Mecklenburg. Tous ces organismes, s'ajoutant aux neuf autres établissements publics qui existent en RFA, deviennent membres de ARD (Arbeitsgemeinschaft der öffentlich-rechtlichen Rundfunkanstalten), la première chaîne allemande.

L'importance stratégique de ces opérations menées tambour battant s'explique aisément par le fait que la coalition CDU-FDP contrôlant quatre Länder et pourra, après la fin de la période de transition, continuer à largement "inspirer" les nominations au sein des équipes rédactionnelles de deux chaînes sur trois. MDR, par exemple, couvre un potentiel de 11 millions de téléspectateurs et d'auditeurs. Sans surprise, son premier directeur Udo Reiter est l'ancien directeur de la radio de la « Bayerischer Rundfunk ».

« Die Abwicklung » (la liquidation)

¹⁰ SCHNEIDER Beate (Hrsg.)/GRUBITZSCH Jürgen/KRAMP Marianne/STÜRZEBECKER Dieter "Strukturen, Anpassungsprobleme und Entwicklungschancen der Presse auf dem Gebiet der neuen Bundesländer (einschliesslich des Gebiets des früheren Berlin-Ost). Forschungsbericht für den Bundesminister des Innern." Hannover und Leipzig, octobre 1991 et février 1992, rapport édité et disponible auprès du ministère de l'Intérieur de la RFA, tome 2, pp. 116 à 135.

¹¹ TIEDKE Wolfgang, (entretien avec) 1994, le 28/04/1994.

¹² FORMONT Carole, « la réorganisation de la radio dans le Berlin réunifié. Réforme ou colonisation ? », Mémoire de DSR, université Stendhal-Grenoble 3, UFR des sciences de la communication, septembre 1994, ronéoté, pp.99-100.

¹³ Sur cette question on consultera pour de plus amples informations, la revue Funk-Korrespondenz de l'année 1991, en particulier les n° des 29/04/1991, 29/05/1991, 08/08/1991, Köln, édition Katholisches Institut für Medienformation.

Ce ne sont là que quelques points de repère dans la gigantesque opération de "kohlisation", ainsi que l'écrivent et le disent, avec cet humour kafkaïen du désespoir, quelques « Ossis » (habitants de l'Est) ainsi surnommés par les « Wessis » (ceux de l'Ouest), arrivant, selon Frédéric Hartweg, comme « *des vainqueurs parfois* (nous dirons « presque toujours » en fonction d'une expérience de cinq années passées sur le terrain), *animés d'un fort zèle missionnaire et distinguant mal entre les nécessaires reconversions et apprentissages et la conviction arrogante, parfois même triomphaliste de détenir « la » Vérité.* »¹⁴ Ajoutons à cette appréciation, pour qualifier ce climat toujours omniprésent quatorze ans après la réunification, celle de François Bafoil, qui fustige « *la « prime de brousse »* (Buschprämie)¹⁵ *attribuée aux cadres du privé et du public, chargés d'apporter « la civilisation ».*

L'association fallacieuse des « *deux dictatures successives, nazie et communiste* », ayant en commun une même nature « *totalitaire* » qui constitue le fil rouge des travaux et des conclusions de la commission d'enquête du Parlement allemand et son rapport de 15.200 pages, plus des annexes, sur « *L'histoire et les conséquences de la dictature du SED en Allemagne* » (Bericht der Enquete-Kommission "Aufarbeitung von Geschichte und Folgen der SED-Diktatur in Deutschland)¹⁶, son imposition lancinante et quotidienne par les médias, font que peu, très peu, est épargné aux populations des nouveaux Länder. La destruction recherchée de l'appareil de production, bien davantage que sa mise aux normes de l'économie de marché ont eu des conséquences souvent dramatiques pour les individus. Corrélativement à elle, les taux officiels de chômage n'ont cessé de progresser depuis la réunification, si l'on excepte la seconde partie de 1998, comme par hasard année électorale. Avec des pourcentages de chômeurs de 18% à 22% de la population active, la multiplication des ABM (Arbeitsbeschaffungsmassnahme), équivalents de nos « petits boulots » pour les jeunes, la généralisation des contrats de travail à durée déterminée (CDD), la pauvreté constitue un phénomène en expansion constante dans une société qui n'a de cesse d'en nier le caractère de masse et de culpabiliser les exclus par un discours sur les abus des prestataires des aides sociaux.¹⁷

Une enquête sociale menée en l'an 2000 par la technique du sondage illustre la profonde insatisfaction régnant parmi les jeunes des nouveaux Länder comme l'indique le tableau ci-dessous.

Domaines de satisfaction et d'insatisfaction dans la société (en l'an 2000)

Question : « Etes-vous 1-Très satisfait ; 2- Satisfait ; 3- Peu satisfait ; 4- Pas satisfait des différents domaines de l'organisation sociale actuelle ? »

	1-Très satisfait	2-Satisfait	1+2	3-Peu satisfait	4-Pas satisfait	3+4
La politique sociale	1	17	18	53	29	82
La politique des salaires	0	9	9	30	61	91
La politique familiale	0	25	25	47	28	75
La politique de santé	1	22	23	47	30	77
La politique pour les jeunes	0	10	10	52	38	90
La politique économique	2	37	39	50	11	61
La politique étrangère	4	49	53	34	13	47
La politique de défense	3	35	38	40	22	62
Le système politique	1	27	28	52	20	72
La démocratie	3	43	46	43	11	54

Source : FÖRSTER Peter « *Junge Ostdeutsche auf der Suche nach der Freiheit Eine systemübergreifende Längsschnittstudie zum politischen Mentalitätswandel vor und nach der Wende* », Leke+Budrich, opladen, 2002, p. 91.

¹⁴ HARTWEG Frédéric, «Du désert scientifique aux paysages en fleurs. Enseignements supérieurs et recherche dans les nouveaux Bundesländer », in *Allemagne d'aujourd'hui*, n°117 juillet-septembre 1991, p. 29.

¹⁵ BAFOIL François 1994, op. cit. p. 307. On parle plus volontiers à l'Est de « *Buschzulage* ».

¹⁶ "Enquete-Kommission" *Aufarbeitung von Geschichte und Folgen der SED-Diktatur in Deutschland*" Suhrkamp Taschenbuch Verlag, Frankfurt/Main 1996. La liste de ces champs de recherche établie par la commission présidée par le pasteur Rainer Eppelmann, député CDU, est la suivante, outre les premiers et derniers tomes consacrés respectivement à **1**) présentation, débats et rapport (1 volume -I- "*Anträge, Debatten, Bericht*") et aux **9**) deux dictatures en Allemagne (1 volume-IX- "*Zwei Diktaturen in Deutschland*") ; **2**) Structures de pouvoir et mécanismes de décision dans l'Etat SED (tome 2, 4 volumes -II.1, II.2, II.3, II.4- "*Macht, Entscheidung, Verantwortung*") ; **3**) Rôle de l'idéologie. Facteurs intégrateurs et pratiques de l'homogénéisation sociale, (tome 3, 3 volumes -III.1, III.2, III.3, "*Ideologie, Integration und Disziplinierung*") ; **4**) Droit, justice et police (tome 4, 1 volume -IV- "*Recht, Justiz, Polizei*") ; **5**) Relations interallemandes (tome 5, 3 volumes -V.1, V.2, V.3- "*Deutschlandpolitik*") ; **6**) Rôle et identité des Eglises (tome 6, 2 volumes -VI.1, VI.2- "*Kirchen in der SED-Diktatur*") ; **7**) L'opposition, la révolution de l'automne 1989 (tome 7, 2 volumes -VII.1, VII.2- "*Widerstand, Opposition, Revolution*") ; **8**) La Stasi, les réseaux et les victimes (tome 8, 1 volume -VIII- "*Staatssicherheit - Seilschaften*").

¹⁷ HANESCH Walter, « *Armut in Deutschland. Der Armutsbericht des DGB und des paritätischen Wohlfahrtsverbands* », Rowohlt Verlag, Hamburg, 1994. En français, on peut se reporter à l'article de HUBAIN Claude « Pauvretés et pauvres dans un pays en expansion » in *Allemagne d'aujourd'hui* n°133 juillet-septembre 1995, pp. 3 à 29.

Les femmes ont été et sont encore les premières victimes de cette « adaptation au libéralisme ». Elles constituent 70% des chômeurs exclus des statistiques depuis des lustres, l'Ouest leur a imposé la remise en cause de la loi concernant la liberté d'avortement qui existait en RDA, son remboursement, dans les cas encore autorisés, a été supprimé tout comme celui de la contraception. Selon des informations partielles¹⁸, le mouvement de stérilisation des femmes a connu une telle explosion dans les années passées (on parla en 1993 de 600% d'augmentation) qu'il en reste des traces profondes dans les consciences. Contraindre des femmes de plus de 30 ans à cette mutilation pour garder une chance de conserver ou d'obtenir un travail est resté une expérience traumatisante dont on parle avec réticence, mais ravivée à l'occasion par des médias qui ne reculent devant rien.

Il en est ainsi, par exemple, le samedi 18 avril 1998. La chaîne privée de télévision VOX diffuse un « reportage » dans le cadre de son magazine hebdomadaire *Spiegel TV special*, consacré à des femmes qui sont parties à l'Ouest sitôt l'ouverture du Mur, abandonnant leurs enfants en bas âge à la garde d'un plus grand (7 à 8 ans !), aux grands-parents, ou encore aux crèches. La mise en exergue spectaculaire de quelques cas qui se sont certainement produits mais qui ne reflètent pas une quelconque pratique sociale ne nous renvoie-t-elle, parce que animée d'un même esprit, à ce qu'Hannah Arendt écrit à propos de la transformation, selon elle, dans un régime totalitaire du peuple en "populace"¹⁹ ? Tout est souvent prétexte à maintenir les individus dans un sentiment personnel et collectif de culpabilisation, d'inquiétude.

Il n'est pas de couches de la population qui n'ont eu à subir et à souffrir des humiliations de l'importation des valeurs ouest-allemandes et à leur inculcation de force. Avec l'utilisation des procédés dignes du maccarthysme, il a été reproché collectivement aux juges et autres magistrats d'avoir appliqué les lois de leur pays, afin de procéder à une « épuration » massive.²⁰ Les réglementations sur les services publics continuent à déroger à la Loi fondamentale (qui fait office de Constitution) dont les articles 3 et 33 précisent que l'accès à la fonction publique se fait indépendamment des opinions politiques. Un million de fonctionnaires ont pourtant été licenciés et/ou mis à la retraite.

Par la pratique d'une chasse aux sorcières d'un autre âge, l'université et son corps enseignant ont été démantelés. Grâce à l'*Abwicklung* (la liquidation) il a été procédé, sur des critères essentiellement politiques, à la fermeture de nombreux instituts et écoles supérieures, au licenciement du personnel. Chacun, en vue d'une réembauche, a dû ensuite apporter la preuve de son niveau scientifique en fonction des seuls critères ouest-allemands, ce qui présentait quelques problèmes dans les sciences sociales, et, au mépris total du principe de la présomption d'innocence, de sa « moralité », la non collaboration avec la Stasi. L'ensemble des processus de recrutement étant soumis aux besoins déterminés par l'Ouest. « *Tous corps confondus (professeurs, maîtres de conférences, assistants, personnels détachés dans le supérieur), les universitaires étaient -sans compter la médecine- au nombre de 30.945 en RDA en décembre 1989. En 1993, 14.487 d'entre eux ont été licenciés ou mis à la retraite anticipée, soit une diminution de 46% des effectifs.* »²¹ Cette « grande lessive », l'expression est de Jean Mortier, s'est accompagnée d'une politique de déclassement systématique, de mise sous contrat à durée déterminée, d'une diminution de traitements, aggravant les inégalités entre les enseignants venant de l'Ouest et ceux de l'Est, de l'étranglement des crédits pour les bibliothèques

Peut-être une des tentatives les plus symboliques pour faire disparaître le passé de la société socialiste s'incarne-t-elle dans la politique du livre et des bibliothèques. En 1993, 33% des communes des nouveaux Länder disposaient encore d'une bibliothèque contre 97% à l'époque de la RDA. Les 650 anciennes bibliothèques syndicales accueillant 9 millions d'ouvrages ont rapidement été fermées pour cause de non-rentabilité. A Berlin, les anciens ministères et instituts scientifiques ont vu fondre leur patrimoine d'un demi-million d'ouvrages. « *Un bilan quantitatif des opérations menées dans les bibliothèques de lecture publique montre qu'environ 18 millions d'unités bibliographiques ont été éliminés depuis 1989 (en 5 ans puisque ce texte date de 1995). Si l'on tient compte des fermetures, ce sont 45% des collections de 1989 qui ont "disparu" ou ne sont plus disponibles.* »²²

De lourdes menaces sur la démocratie

Cette « relation entre colonie et métropole », selon l'expression en 1993 de Jens Reich, professeur de biologie moléculaire et un des animateurs du Neues Forum, le principal mouvement des citoyens qui, par leur action à l'automne 1989, firent implorer l'Etat-Parti du SED qui s'était octroyé pendant près de 40 ans le monopole de la parole dans la sphère publique, cette « réunification (qui apparaît comme la colonisation d'une région, d'un pays industriel développé », pour citer la formule employée dans une motion présentée, en 1997 au Congrès du SPD de Saxe, par des membres du parti du chancelier Gerhard Schröder, sont, à termes, lourdes de menaces pour la démocratie. Le fait que les enquêtes menées depuis neuf années indiquent avec persistance que près des trois quarts des jeunes des nouveaux Länder se déclarent « peu ou pas satisfaits » du système politique ouest-allemand directement implanté chez eux devrait faire tomber quelques écailles des yeux.

Confiance dans le système politique (1992-2000)

Indices de satisfaction du système politique ouest-allemand dans les nouveaux Länder

¹⁸ Depuis plus de 6 mois, nous essayons d'obtenir un accès aux statistiques des actes de stérilisation réalisés dans les hôpitaux de Magdeburg et de Berlin 1994 pendant les années 1991 à 1994 et ainsi de vérifier, en particulier, les allégations du Spiegel, 38/1993. En dépit de nombreuses démarches épistolaires, nous nous heurtons à des réponses dilatoires et à des fins de non-recevoir.

¹⁹ ARENDT Hannah, « *Les origines du totalitarisme. Le système totalitaire* » Le Seuil, Paris 1972, notamment pp. 50 à 66.

²⁰ Voir sur cette question DEGANDT Catherine, « L'épuration judiciaire dans les nouveaux Länder. Comment les anciens magistrats de RDA ont-ils été sélectionnés et quel est aujourd'hui le visage de la justice dans les nouveaux Länder » in *Allemagne d'aujourd'hui* n° 140 avril-juin 1997, pp. 15 à 41.

²¹ MORTIER Jean « Réforme universitaire et personnel enseignant dans les nouveaux Länder », in *Allemagne d'aujourd'hui* n° 132 avril-juin 1995, pp. 104 à 125. On peut aussi se reporter à SCHULTE Hansgerd « La rénovation des universités de l'ancienne RDA » in *Actes du 28ème Congrès de l'AGES*, op. cit., pp. 211 à 222.

²² FERRET Claudine, « Les bibliothèques des nouveaux Länder : ruptures et continuité », in *Allemagne d'aujourd'hui* n° 132 avril-mai 1995, pp. 76 à 91. La citation est p. 80.

Question : « Vous estimez-vous : 1- Très satisfait ; 2- Satisfait ; 3- Peu satisfait ; 4- Pas satisfait du tout du système politique dans la République fédérale d'Allemagne

	1-Très satisfait	2-Satisfait	1+2	3-Peu satisfait	4-Pas satisfait	3+4
1992	3	32	35	47	18	65
1993	3	22	25	50	25	75
1994	4	30	34	51	15	66
1995	1	32	33	51	16	67
1996	1	23	24	51	25	76
1998	2	19	21	53	26	79
2000	1	27	28	52	20	72

Source : FÖRSTER Peter « *Junge Ostdeutsche auf der Suche nach der Freiheit Eine systemübergreifende Längsschnittstudie zum politischen Mentalitätswandel vor und nach der Wende* », Leke+Budrich, opladen, 2002, p. 9.

Références

- ARENDET Hannah, « *Les origines du totalitarisme. Le système totalitaire* » Le Seuil, Paris 1972.
- BAFOIL François, « *L'Allemagne de l'Est 1990-1993. Destruction, crise et adaptation* », thèse d'habilitation à diriger des recherches en sociologie, Université Pierre Mendès-France Grenoble II, mai 1994.
- BAFOIL François, « Crise et développement inégal en Allemagne de l'Est », in *Allemagne d'aujourd'hui*, n°121, juillet -septembre 1992, pp. 31-53. Il existe une version beaucoup plus détaillée de ce texte in BAFOIL François (sous la direction de), A. Gastou, O. Giraud, F. Gerbaud, P. Laborier, G. Le pesant, A. Rouyer « *Aménagement et développement du territoire est-allemand* », rapport pour la DATAR, juin 1992, 315 pages, Observatoire de Berlin –CNRS.
- BAFOIL François, « L'Allemagne de l'Est : la crise polymorphe », *Les cahiers de l'Observatoire de Berlin*, n°1, janvier 1991 ; article repris et développé sous le même titre in *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 115, janvier –mars 1991, pp.6-27.
- DEGANDT Catherine, « L'épuration judiciaire dans les nouveaux Länder. Comment les anciens magistrats de RDA ont-ils été sélectionnés et quel est aujourd'hui le visage de la justice dans les nouveaux Länder » in *Allemagne d'aujourd'hui* n° 140 avril-juin 1997, pp. 15 à 41.
- DELBARRE Roger, « *Mutations des médiations, médiatisations et gestion des opinions en RDA. Le cas de la jeunesse (1965-1989)* », Presses Universitaires du Septentrion, Lille 2002.
- « *Enquete-Kommission" Aufarbeitung von Geschichte und Folgen der SED-Diktatur in Deutschland* », Suhrkamp Taschenbuch Verlag, Frankfurt/Main 1996.
- FERRET Claudine « Les bibliothèques des nouveaux Länder : ruptures et continuité », in *Allemagne d'aujourd'hui* n° 132 avril-mai 1995, pp. 76 à 91.
- FORMONT Carole « *La réorganisation de la radio dans le Berlin réunifié : Réforme ou colonisation ?* », Mémoire de DSR, université Stendhal-Grenoble III, UFR des sciences de la Communication, septembre 1993.
- FUNK-KORRENSPONDENZ année 1991, en particulier les n° des 29/04/1991, 29/05/1991, 08/08/1991, Köln, Institut für Medienformation Verlag.
- GOUAZE Serge L. « Bilan de la Treuhandanstalt », in « L'Allemagne unifiée cinq ans après. Actes du 28^{ème} Congrès des Germanistes de l'Enseignement Supérieur », Presses Universitaires de Valenciennes 1995 , pp.19-49-162.
- HANESCH Walter, "*Armut in Deutschland. Der Armutsbericht des DGB und des paritätischen Wohlfahrtsverbands*", Rowohlt Verlag, Hamburg, 1994.
- HARTWEG Frédéric, «Du désert scientifique aux paysages en fleurs. Enseignements supérieurs et recherche dans les nouveaux Bundesländer », in *Allemagne d'aujourd'hui*, n°117 juillet-septembre 1991.
- HUBAIN Claude, "*Pauvretés et pauvres dans un pays en expansion*", in *Allemagne d'aujourd'hui* n°133 juillet-septembre 1995, pp. 3 à 29.
- LEROY-BEAULIEU Paul, « *De la colonisation chez les peuples modernes* », Guillaumin, Paris, 1874, p. 605, cité par GIRARDET Raoul in « *L'idée coloniale en France de 1871 à 1962* », La Table ronde, Paris 1972.
- MONTESQUIEU Charles (de SECONDAT), « *L'esprit des lois* ».
- MORTIER Jean, "*Réforme universitaire et personnel enseignant dans les nouveaux Länder*", in *Allemagne d'aujourd'hui* n° 132 avril-juin 1995, pp. 104 à 125.
- SCHNEIDER Beate (Hrsg.)/GRUBITZSCH Jürgen/KRAMP Marianne/STÜRZEBECKER Dieter "*Strukturen, Anpassungsprobleme und Entwicklungschancen der Presse auf dem Gebiet der neuen Bundesländer (einschliesslich des Gebiets des früheren Berlin-Ost). Forschungsbericht für den Bundesminister des Innern.*". Hannover und Leipzig, octobre 1991 et février 1992, rapport édité et disponible auprès du ministère de l'Intérieur de la RFA.
- SCHULTE Hansgerd, "*La rénovation des universités de l'ancienne RDA*", in Actes du 28^{ème} Congrès de l'AGES, op. cit. , pp. 211 à 222.
- TIEDKE Wolfgang, (entretien avec) 1994, le 28/04/1994.

